



Ministère de l'Economie et des Finances /MEF

Direction Générale de la Promotion du Secteur Privé/DGPSP

Rapport sur les journées de communication sur les réformes Doing Business & de portes ouvertes du Guichet Unique des Investissements

avec l'appui financier du Projet de Eco-pole Halieutique de Nouadhibou

Lancement des journées à la CCIAM, le 6 juin 2017 par le Ministère de l'Economie et des Finances.
Clôture à l'Hôtel Mauricenter le 07 juin 2017.



Réformes de l'Environnement des Affaires en République Islamique de Mauritanie



Nouakchott, le 06 juin 2017



RAPPORT DES JOURNEES DE COMMUNICATION SUR LES REFORMES DOING BUSINESS 2018 & DE PORTES OUVERTES DU GUICHET UNIQUE DES INVESTISSEMENTS

I. INTRODUCTION

Le Ministère de l'Economie et des Finances, avec l'appui du Projet de Eco-pôle Halieutique de Nouadhibou de la Banque Mondiale a organisé, le mardi 6 juin 2017, à la Chambre de Commerce et d'Agriculture de Mauritanie (CCIAM), une matinée de communication sur les réformes du Doing Business suivi de portes ouvertes du Guichet Unique des Investissements.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du Ministre de la Justice, du Gouverneur de la Banque centrale de Mauritanie (BCM), du Représentant Résident de la Banque Mondiale, du Président de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou (ZFN), du Directeur de la Caisse de Dépôt et Développement (CDD), le Secrétaire général du ministère de l'Economie et des Finances, des vices Présidents de la CCIAM et de l'UNPM

Ont également pris part à cet événement plus de 120 participants représentant l'administration en plus de celle impliquée dans le processus de réformes du Doing Business, les partenaires techniques et financiers, le secteur privé, la société civile, des contributeurs du Doing Business et la presse écrite et audiovisuelle du secteur public et privé.

II. CEREMONIE D'OUVERTURE

La journée de lancement a été marquée par les discours des représentants du secteur privé, du Représentant résident de la Banque Mondiale et celui de Son Excellence Monsieur El Moctar OULD DJAY, Ministre de l'Economie et des Finances.

Le secteur privé par la voix du vice-président du patronat, a salué les étapes franchies dans le domaine de l'amélioration du climat des affaires au service des acquis économiques et sociaux, soulignant la disponibilité du patronat à accompagner les pouvoirs publics dans le processus de réformes engagées.

Pour sa part, le Représentant Résident de la Banque mondiale en Mauritanie, M. Laurent Msellati, a indiqué que le Groupe de la Banque mondiale, à travers le projet pôle halieutique de Nouadhibou et le projet amélioration du climat des affaires, soutient l'action du Gouvernement mauritanien et la mise en œuvre de son programme de réformes qui vise à relever les défis auxquels font face le patronat, les opérateurs économiques ainsi que les femmes et les jeunes entrepreneurs.

Prenant la parole pour prononcer le discours officiel, le Ministre de l'Economie et des Finances, tout en saluant les partenaires et les honorables invités, a mis l'accent sur les performances économiques réalisées ces dernières années qui ont permis sur le plan macro économique de maîtriser le niveau d'inflation et de réduire de façon significative le déficit budgétaire.

Il a tenu à rappeler le système combien incitatif des investissements assujéti à un cadre institutionnel et organisationnel garantissant la liberté et la facilitation au niveau du processus de création d'entreprises avec une parfaite maîtrise des coûts y inhérents.

Il a souligné que la politique de réformes et de facilitation au niveau des démarches administratives et de l'incitation fiscale issue de la feuille de route du DB a conduit également notre pays à connaître des avancées significatives dans le classement du rapport de l'indicateur des affaires en 2017 de la Banque Mondiale et ceci pour la deuxième fois consécutive.

Son excellence a enfin salué la franche coopération avec les partenaires, notamment l'Union Nationale du Patronat Mauritanien (UNPM), la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agricultures de Mauritanie (CCIAM), le Groupe de la Banque Mondiale pour l'accompagnement et le soutien apportés, de façon globale, aux programmes et aux stratégies de développement en Mauritanie.

III. PRESENTATION DES REFORMES PROPOSEES

Après les différentes allocutions prononcées, les participants ont suivi un exposé présenté par Monsieur El Moutar Gaguhi Ebeyte, Directeur de la Promotion du Secteur Privé relatif aux réformes engagées par les pouvoirs publics et soumises à l'attention de la Banque Mondiale en vue de leurs validations dans le rapport annuel de classement de Doing Business au titre de 2018.

Ci après l'économie de la présentation des indicateurs concernés :

3.1. La Création d'entreprises

La Mauritanie a simplifié la création d'entreprises et a renforcé le guichet unique à travers l'utilisation stricte du formulaire unique par tous les représentants des administrations concernées par le processus de création d'entreprises (Tribunal de commerce, Impôts, Domaines, Trésor, CNSS, Emploi, Travail). Le nombre de procédures et les délais ont ainsi été réduits.

Par ailleurs, le Guichet unique a mis en ligne le formulaire unique sur son site web (www.singlewindow.mr) ainsi que toutes les statistiques sur les entreprises créées.

3.2. Le Permis de construire

Toute la réglementation est facilement accessible à tous sur le site web de l'Ordre Mauritanien des Architectes (www.oma.mr) et le cadre légal mauritanien prévoit la responsabilité décennale au niveau de l'article 36 du Décret n° 2007-205 du 27 novembre 2007 portant approbation du Règlement Général de la Construction. Cet aspect n'a été pris en compte dans le rapport Doing Business et nous sollicitons la correction éventuelle de cela.

3.3. Le raccordement à l'électricité

La Mauritanie a simplifié la procédure de demande de raccordement à l'électricité moyenne tension à travers le renforcement et l'opérationnalisation à Nouakchott d'un guichet unique dédié aux industriels et aux PME/PMI et l'octroi systématique de la facilité de paiement de l'avance sur consommation (caution) payable en trois (3) tranches depuis juillet 2016.

3.4. Le transfert de propriété

La Mauritanie a amélioré la qualité de la transparence de l'information sur le transfert de propriété à travers la publication sur le site web de la Direction Générale des Domaines et du Patrimoine de l'État (www.domaines.gov.mr) :

- (i) l'information (textes et lois) sur la propriété foncière ;
- (ii) la liste des documents exigés pour un quelconque type de transaction foncière ;
- (iii) tous les barèmes des transactions ;
- (iv) les statistiques sur les transactions accessibles à tous.

3.5. Obtention des prêts

Le Code des droits réels (loi des sûretés) a été ratifié par l'Assemblée Nationale et le Sénat le 31 mai 2017. Ce Code améliore la fiabilité des garanties.

Ce Code des droits réels rassemble, les éléments du Code civil y relatifs, notamment ceux concernant les droits réels et les biens, ainsi que le dispositif spécifique de l'immatriculation applicable aux biens réels immobiliers, soit les biens fonciers. Ce rapprochement est pertinent car il permet de rassembler dans un texte unique et actualisé toute la matière juridique jusque-là dispersée dans des textes divers.

3.6. Paiement des taxes et impôts

La Mauritanie a simplifié le paiement des taxes et impôts en réduisant le nombre des déclarations et des paiements des cotisations de l'assurance maladie auprès de la CNAM. Cela s'est traduit par une diminution du nombre de paiements de 12 à 4 et des délais y afférents.

3.7. Pour le Commerce transfrontalier

La Mauritanie a simplifié les procédures de commerce transfrontalier, notamment à travers :

- (i) L'amélioration des infrastructures : la mise en service de 4 nouveaux quais + 1 quai pétrolier portant la capacité totale à 8 quais au Port de Nouakchott a permis de réduire les délais d'attente en rade. Des mesures ont également été prises pour simplifier et fluidifier la manutention des containers (à décharger ou à charger) et pour limiter l'accès aux installations du port uniquement aux métiers concernés (conditions de sécurité).
- (ii) La suppression du pesage systématique des containers à l'importation qui constituait un goulot d'étranglement (au niveau du pont bascule) et qui a eu pour conséquences : la réduction des délais à quai des navires (réduisant ainsi les factures des armateurs liés à la redevance séjour) et la suppression de la taxe de pesage.
- (iii) La révision du mode de calcul de la redevance de séjour à quai des navires, réduisant ainsi les coûts et améliorant la compétitivité du Port de Nouakchott. Le nombre de jours pour la facturation du séjour du navire est désormais calculé par période de 24H à compter de l'instant d'accostage du navire et non plus comme autrefois par jour calendaire.
- (iv) La mise en place de la RTU (Redevances et Taxes Unifiées) qui regroupe les taxes et redevances à payer (paiement unique) aux diverses entités publiques opérant au Port sur la base du bulletin de liquidation douanier. Cela s'est traduit par une réduction des procédures (paiement unique et quittance unique), des délais et des coûts (suppression de la taxe de pesage, redevance à quai, frais de magasinage, etc.).

3.8. Exécution des contrats

La Mauritanie a amélioré la qualité des services judiciaires à travers la mise en ligne et la publication de tous les jugements, ordonnances et arrêts sur les sites web : (i) de la Cour Suprême (www.coursupreme.mr), (ii) de la Cour d'Appel (www.commercialeca.mr) et (iii) du Tribunal de Commerce de Nouakchott (www.tribunalcommerce.mr). La loi sur la résolution des petits litiges a été ratifiée par l'Assemblée Nationale et par le Sénat le 31 mai 2017.

3.9. Insolvabilité

La pratique de l'insolvabilité existe bel et bien en Mauritanie et cela est illustré notamment par le cas de la société El Moustaghbel Sarl, affaire n° 22/2016 et jugement n° 137-2017 du 30 mars 2017 (publié sur le site web du Tribunal de Commerce). D'autres cas de demande de liquidation ont été ordonnés ou sont en cours de délibération au niveau du Tribunal de Commerce de Nouakchott.

IV. Portes ouvertes Direction Guichet Unique et du Suivi des Investissements de la DGPS

La DGPS à travers le Guichet Unique a accueilli dans ses locaux le mercredi 07 juin des acteurs de la vie économique, chercheurs, des potentiels investisseurs... et a été honoré par la visite du Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances .

Le Secrétaire Général a été accueilli par le DG de la DGPS et ses collaborateurs. Après avoir suivi les explications fournies par le DG de la DGPS sur le fonctionnement de la structure, le SG a effectué un tour des services composants le GU et suivi les explications nécessaires. Il a félicité la DGPS du travail accompli et a exhorté la structure à redoubler d'effort dans le professionnalisme à atteindre les objectifs déclinés sur la feuille de route adoptée par le Gouvernement.

V. Soirée / Dinner-Iftour

Au moment de rupture du jeûne, vers 19H00, la DGPS a réuni, avec l'appui du Projet de Eco-pole Halieutique de Nouadhibou, à l'Hotel Mauricenter à Nouakchott les partenaires prenantes au Doing Business ; à savoir des invités de l'administration, du secteur privé, des contributeurs, de la presse, des personnes ressources.

Ce dîner spécial était une occasion de communication à un Public intéressé sur la dynamique de réforme spécifique au niveau du Guichet Unique :

- Le service redynamisé du Guichet unique qui offre un service de création en 48H. L'occasion a été saisie également pour annoncer le proche démarrage d'une phase d'essai de création d'entreprise en 24H.
- L'agrément au code des investissements au niveau de ce Guichet.

VI. Les journées en Images



Podium de droite à gauche : le Représentant de la Banque Mondiale, le Ministre de la Justice, Le Ministre de l'Economie et des Finances, le Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie, le Président de la Zone Franche de Nouadhibou , le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Développement et le vice président de l'UNPM



Discours du MEF à droite et celui du représentant de BM à gauche



Honobles invités suivant une présentation du DGPSP





Honorables invités vue de la salle

Portes ouvertes



Visite du SG du MEF à la DGPSP/ salle conférence



Visite du SG du MEF au Guchet Unique et du Suivi des Investissements





Echanges, discussions et explications dans les locaux du GU/DGPSP

UN PREMIER BILAN DES RÉFORMES DU CLIMAT DES AFFAIRES EN MAURITANIE

Domaines de réformes	2014	2015	2016 Adoption de la feuille de route 2017 en Conseil des Ministres	2017
Création d'entreprise	Création du Guichet unique			Redynamisation du site web : mise en ligne des statuts type SARL et du formulaire unique
Justice commerciale	Révision du Code de Commerce de 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Création de la Commission de Suivi des Entreprises Economiques - Création de CIMAM 		<ul style="list-style-type: none"> - Loi sur la résolution des petits litiges - Publication de toutes les décisions de justice
Protection de la propriété				<ul style="list-style-type: none"> - Code des droits réels - Redynamisation du site web de la Direction des Domaines
Accès au financement	Programme de Modernisation de la centrale des risques			
Raccordement MT SOMELEC		<ul style="list-style-type: none"> - Création du guichet dédié 		<ul style="list-style-type: none"> - Inauguration du Centre National de Conduite (fin année)
	Rapport DB 2015 Notation : 40,41% 2 réformes reconnues	Rapport DB 2016 Notation : 45,58% (+4,17) 3 réformes reconnues 	Rapport DB 2017 Notation : 47,21% (+1,63) 4 réformes reconnues 	Evolution classement

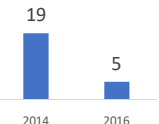
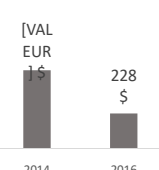
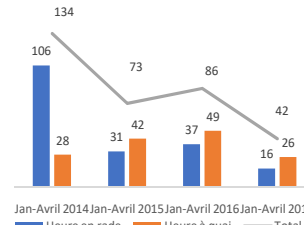
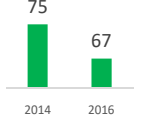
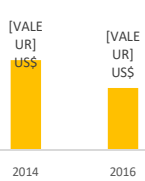
1

UN PREMIER BILAN DES RÉFORMES DU CLIMAT DES AFFAIRES EN MAURITANIE

Domaines de réformes	2014	2015	2016 Adoption de la feuille de route 2017 en Conseil des Ministres	2017
Commerce transfrontalier		<ul style="list-style-type: none"> - Douanes : réduction des documents à présenter (import/export) 	Commercer transfrontalier Douanes <ul style="list-style-type: none"> - Migration vers SYDONIA WORLD - Création de la RTU (Redevances et Taxes Unifiées) Port de Nouakchott <ul style="list-style-type: none"> - Suppression du pesage systématique des containers et des marchandises à l'import - Simplification du mode de calcul de la « Redevance à quai » 	
Fiscalité (paiement des impôts et taxes)		<ul style="list-style-type: none"> - Loi des Finances 2015 - Régime trimestriel CNSS et CNAM 		
Dialogue Public Privé	Une (1) journée de communication en octobre 2014	Deux (2) journées de communication en mai et en octobre 2015	Deux (2) journées de communication en mai et en octobre 2016	
	Rapport DB 2015 Notation : 40,41% 2 réformes reconnues	Rapport DB 2016 Notation : 45,58% (+4,17) 3 réformes reconnues 	Rapport DB 2017 Notation : 47,21% (+1,63) 4 réformes reconnues	Evolution classement

3

IMPACT RÉEL DES RÉFORMES EN MAURITANIE AUJOURD'HUI

Création d'une SARL à Nouakchott	Commerce transfrontalier au niveau du Port de Nouakchott	Raccordement SOMELEC Moyenne tension	Fiscalité	Justice commerciale et accès à la justice pour tous
<ol style="list-style-type: none"> 1. Simplification des procédures : guichet unique opérationnel 2. Capital minimum supprimé 3. Réduction des délais (nombre de jours)  <p>2014: 19 jours 2016: 5 jours</p> <ol style="list-style-type: none"> 4. Réduction des coûts  <p>2014: 16 EUR 2016: 228 \$</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Simplification des procédures : RTU (Redevances Taxes Unifiées) 2. Réduction des délais <ul style="list-style-type: none"> - Temps d'attente en rade - Temps d'attente au quai - Délai de déclaration et de liquidation  <p>Jan-April 2014: 106 (rade), 28 (quai), 134 (Total) Jan-April 2015: 31 (rade), 42 (quai), 73 (Total) Jan-April 2016: 37 (rade), 49 (quai), 86 (Total) Jan-April 2017: 16 (rade), 26 (quai), 42 (Total)</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Réduction des coûts <ul style="list-style-type: none"> - Coût moyen de la Redevance à quai réduit - Taxe de pesage supprimée à l'import (45 MRO/tonne) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Simplification des procédures : guichet dédié opérationnel 2. Réduction des délais (nombre de jours)  <p>2014: 75 jours 2016: 67 jours</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. Réduction des coûts  <p>2014: 15,000 US\$ 2016: 10,000 US\$</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réduction du nombre de paiements et des délais des cotisations sociales CNSS et de l'assurance maladie CNAM 2. Direction Générale des Impôts : Garanties accordées aux contribuables en matière de : <ul style="list-style-type: none"> - Contentieux - Recouvrement - Remboursement crédit TVA - Contrôle fiscal 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Modernisation du cadre légal : révision du Code de Commerce, loi sur la résolution des petits litiges 2. Amélioration de la Transparence : publication des décisions de justice de : <ul style="list-style-type: none"> - Cour Suprême (chambre commerciale) - Cour d'Appel (chambre commerciale) - Tribunal de Commerce
Information sur les crédits (obtention prêts) <ol style="list-style-type: none"> 1. Télétransmission des données bancaires et financières : partage de l'information entre les banques primaires et les IMF avec la Banque Centrale (BCM) à travers les plateformes électroniques. <ul style="list-style-type: none"> - Centrale des risques (amélioration de la couverture du registre crédit de 1,4 à 6,6 % population adulte) - Centrale des incidents de paiements 				

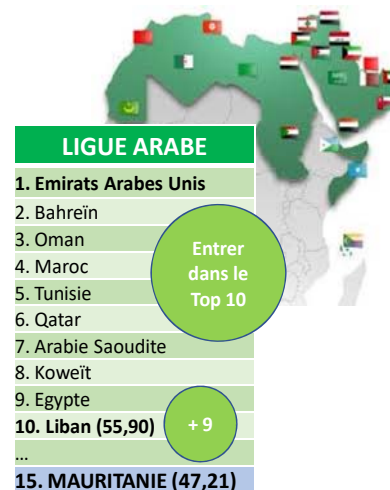
4

OBJECTIFS ET PERSPECTIVES DES REFORMES EN 2018 et 2019

LES REFORMES 2018 – 2019
Les Grands Chantiers des réformes en cours permettront... <ol style="list-style-type: none"> 1. Adressage urbain 2. Informatisation du registre de commerce 3. Modernisation du Tribunal de Commerce (Aménagement du nouveau bâtiment) 4. Formation des Magistrats et des Greffiers 5. Redynamisation des mécanismes pour l'octroi du permis de construire et des plans cadastraux 6. Dématérialisation des services aux usagers (e-government, e-Tax, etc) grâce à la fibre optique 7. Modernisation des textes et réglementations afférents



AFRIQUE
1. Maurice
2. Rwanda
3. Maroc
4. Botswana
5. Afrique du Sud
6. Tunisie
7. Kenya
8. Seychelles
9. Zambie
10. Lesotho
...
20. Mali (52,96)
...
33. MAURITANIE (47,21)



C'EST POSSIBLE EN INTENSIFIANT LES REFORMES VISANT LA PROTECTION DES INVESTISSEMENTS
 (Exécution des contrats, l'Insolvabilité et la protection des investisseurs minoritaires)
LA PROTECTION DE LA PROPRIETE (Transfert de propriété et permis de construire) et **LA FISCALITE**

5

Quelques slides de la présentation du DG de la DGPSP

Equipe de la DGPSP